



Mesdames, messieurs les Maires, élu(e)s locaux, responsables politiques,

Les organisations syndicales de la DGFIP de Vaucluse ont décidé de vous alerter à nouveau sur la réalité et les conséquences des réformes mises en place à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et notamment du Nouveau Réseau de Proximité qui entraîne à la fois des fusions et restructurations de services avec fermeture de trésoreries et donc l'éloignement physique de beaucoup de vos et nos usagers, privés d'un accueil spécialisé et technicien, créant donc des inégalités d'accès au service public sur notre territoire du Vaucluse.

Si ces réformes ne sont pas abandonnées, d'ici 2026, l'ensemble du réseau territorial et des implantations de la DGFIP sera démembré en faisant fi des besoins de la population, des usagers, des élus et de l'aménagement du territoire. Cette «réorganisation» comprend la suppression de plus d'un millier d'implantations territoriales et de plusieurs milliers d'emplois pour l'ensemble du pays. Au plan départemental, cela signifie que toutes les trésoreries disparaissent d'ici 2023. Elles vont être remplacées par des Services de Gestion Comptable (SGC), véritables usines à gaz qui vont gérer des centaines de budgets. Comme leur comptable n'aura pas le temps de s'occuper de vous, la Direction Générale des Finances Publiques a délégué le conseil qui vous est dû à des Conseillers aux Décideurs Locaux qui, eux, ne gèrent pas les comptes de vos communes et EPCI. Là où vous ne connaissiez qu'un interlocuteur, vous allez avoir affaire désormais à deux responsables !

En 2021, les trésoreries de Valréas, Bollène, Orange et Vaison la Romaine ont d'ores et déjà été supprimées et remplacées par le SGC de Vaison la Romaine.

En 2022, ce sera au tour de celles de Carpentras, Sorgues, Monteux, Apt et Pertuis remplacées par deux SGC à Monteux et Pertuis.

Cette opération de détricotage du réseau local des trésoreries s'achèvera en 2023 par la fermeture de celles d'Avignon Municipale, l'Isle sur la Sorgue et Cavaillon et l'ouverture d'un SGC à L'Isle sur la Sorgue.

Par ailleurs, d'ici à 2023, les services des impôts des particuliers de Cavaillon et Carpentras ainsi que les services des impôts des entreprises d'Orange et Apt auront également disparu.

Ce dispositif s'inscrit dans la vision d'un service public dématérialisé au-delà du raisonnable, faisant fi des problèmes bien réels d'illectronisme dans notre département et portée par une politique visant à assécher la demande en supprimant l'offre de service.

Pour tenter de convaincre du bien fondé de cette réorganisation, le gouvernement axe la promotion de son projet sur les « points de contacts » qu'il vous oblige à mettre en place au travers des « espaces France services » (EFS) et de formes d'accueil itinérants.

Cette communication est trompeuse: elle mélange l'évolution du réseau propre de la DGFIP et celle de structures légères, généralistes, à la pérennité très incertaine et à la charge de vos collectivités et non plus de l'Etat.

Loin d'être des services de la DGFIP, ces « points de contacts » sont constitués seulement de deux personnes au statut non précisé (contractuels, fonctionnaires territoriaux...) censées assurer un accueil de premier niveau pour nombres d'administrations et opérateurs très divers (CAF, CNAV, CNAM, Pôle emploi, la Poste, certains accès de services des ministères du Travail, de l'Intérieur ou de la Justice, etc.).

En réalité, l'objectif est bien la fermeture des guichets physiques de ces services et organismes publics au profit du tout numérique regroupé dans un compte unique dématérialisé : le compte citoyen.

Ce projet dont le Nouveau Réseau de Proximité n'est qu'un avatar priverait l'ensemble des populations d'un accès personnalisé et d'un accompagnement technique indispensable aux personnes en fragilités numériques ou sociales (26% de la population) tout particulièrement les personnes âgées ou en situation de handicap.

Outre la réorganisation du réseau, les missions de la DGFIP sont elles aussi impactées par des réformes allant jusqu'à des externalisations de mission comme celle de l'encaissement de l'impôt (chez les buralistes par exemple).

Alors que la crise sanitaire a démontré la nécessité de services publics performants partout sur le territoire, que le consentement à l'impôt connaît des difficultés, que la population et les entreprises n'ont jamais eu autant besoin du soutien de l'État, les conséquences de ces réformes seront dramatiques à la sortie de la crise sanitaire. Elles pourraient même être aussi catastrophiques lors d'une éventuelle prochaine crise sanitaire, financière ou encore démocratique.

Vous l'avez bien compris, l'avenir est sombre pour le réseau local des Finances publiques. C'est pourquoi les organisations syndicales de la DDFIP de Vaucluse sollicitent votre intervention pour que ces réformes aux conséquences irréversibles pour la DGFIP soient abandonnées.

Nous vous remercions de l'écoute et de l'intérêt que vous porterez à ce courrier et nous restons à votre disposition.

Bien à vous,

Solidaires Finances Publiques(solidairesfinancespubliques.ddfip84@dgfip.finances.gouv.fr)
CGT Finances Publiques (cgt.ddfip84@dgfip.finances.gouv.fr)
FO DGFIP (fo.ddfip84@dgfip.finances.gouv.fr)